



Mende, le 19 décembre 2017

## Sections de la Lozère

### Déclaration liminaire intersyndicale Comité Technique Local Réunion du 19 décembre 2017

Monsieur le Président,

A la DDFiP de la Lozère, les fins d'année se suivent et se ressemblent... malheureusement.

Au 1<sup>er</sup> septembre 2017, nous avons subi la suppression de 11 postes. Dans le lot, figuraient le transfert de 3 postes d'inspecteur à la DIRECTION du COntrôle Fiscal Sud-Pyrénées et d'un poste d'évaluateur des domaines à la DDFiP du Gard.

Cette année, il n'y a pas de transfert de ce genre.

Pourtant, au 1<sup>er</sup> septembre 2018, ce sont 9 nouveaux postes (6 B et 3 C) qui disparaîtront, ce qui signifie que les missions restent les mêmes, mais que nous serons moins nombreux pour les accomplir.

Cette situation est insupportable et nous vous répétons une fois encore que pour les agents de ce département et pour leurs élus du personnel, le niveau des emplois et de l'implantation des structures est arrivé à un seuil critique et qu'il faut immédiatement arrêter les suppressions d'emplois et les restructurations.

Dans tous les services, qu'il s'agisse des SIP, des SIE, des trésoreries ou de la direction, les retards s'accumulent, la qualité du service se dégrade et les conditions de travail se détériorent.

D'ailleurs, vous le savez car, comme nous, vous avez pris connaissance des mauvais résultats de l'enquête du baromètre social, que vous vous êtes évertué à minimiser avec force explications fumeuses dont certaines vous avaient été soufflées par la direction générale.

Vous le savez, car, faute de mieux, vous vous êtes dit qu'il fallait au moins alléger la charge de l'accueil des usagers en restreignant (de manière drastique sur certains sites) les horaires d'ouverture au public.

Vous le savez car, régulièrement vous tentez d'obtenir l'assentiment des chefs de service pour restructurer des services qui ont été tellement amputés de leurs effectifs qu'ils sont dans l'incapacité de faire face à leurs charges.

Vous le savez, mais pourtant vous continuez à justifier les décisions iniques de la Centrale en allant même jusqu'à démontrer par des calculs de votre cru, que nous sommes trop nombreux à la DDFiP 48. Vous continuez aussi à asséner que la Lozère n'est pas attractive et qu'elle n'arrivera bientôt plus à pourvoir ses postes, alors même qu'en septembre dernier nous avons vu arriver (de leur plein gré) quatre nouveaux agents sur la seule résidence de Florac.

En revanche, ce qui est certain, c'est que la DGFIP, de manière délibérée, ne comble pas toutes les vacances et vous permet d'anticiper les suppressions d'emplois avant l'échéance, au grand désespoir des agents et de leurs élus du personnel.

Ce qui est certain, aussi, c'est que la Lozère, compte tenu de la faiblesse de ses effectifs, paie un tribut plus lourd que les autres directions territoriales et ce PLF 2018 recèle un certain nombre d'incohérence rarement fondées :

- Dans la région Languedoc-Roussillon, l'Aude (548 agents) perd 14 emplois, le Gard (867 agents) subit 22 suppressions, l'Hérault (1503 agents) gagne 26 emplois (entre autres grâce au transfert du Centre de Services Partagés Chorus de Toulouse, de la création du Centre de Service des Ressources Humaines, ...) et les P-O (630 agents) doivent en sacrifier 16.

D'autres directions subissent des ponctions vaguement comparables à la nôtre :

- L'Ariège (257 agents), le Calvados (879 agents) et la Haute-Vienne (588 agents) avec 9 suppressions ;
- Les Ardennes, le Gers, les Hautes-Pyrénées, le Haut-Rhin, la Haute-Saône, le Tarn et Garonne et la Vienne, avec 10 suppressions ;
- les Alpes de Haute-Provence (04), les Hautes-Alpes (05), le Lot et le Territoire de Belfort, avec 8 suppressions ;

Et certains départements sont sensiblement moins touchés que la Lozère :

- le **Cantal (248 agents)**, avec 7 suppressions ;
- la Guyane (226 agents) subit 6 suppressions ;
- la Corse du Sud et le Rhône, chacune 5 suppressions ;

La DDFiP de la Lozère serait-elle moins bien défendue auprès de la direction générale que les directions citées ci-dessus ?

Mais de plus, ces 1600 suppressions d'emplois (9 dans notre département), ne devraient constituer qu'un court « répit »! Le Directeur Général n'a pas manqué de le rappeler dans son message du 28 septembre « *l'année 2018 sera cependant une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes* ». Efforts qui selon des sources avisées, verront disparaître, à la DGFIP 18 000 emplois sur le reste du quinquennat.

Il n'est donc pas impossible que dès 2019, ce soient 12 emplois qui disparaissent et que ce nombre atteigne les 20 suppressions pour chaque année suivante.

Autant dire que les résidences extérieures à Mende ne puissent pas être préservées bien longtemps dans ces conditions.

Devant ce constat alarmant, l'intersyndicale appelle aujourd'hui les agents à se mettre en grève, à se rassembler à la direction et à rejoindre le cortège qui se dirigera vers la Préfecture où les représentants des personnels des trois organisations seront reçus par le Secrétaire Général.

Dans cette action nous bénéficions du soutien de nombreux élus locaux et des élus du conseil départemental qui estiment que les gros efforts déployés dans le but de renforcer l'attractivité de la Lozère sont réduits à néant par la réduction forcenée des effectifs de la fonction publique, et que les usagers lozériens sont pénalisés par la moins bonne disponibilité des services publics.

Nous ne prendrons évidemment pas part à la réunion de ce jour.